



Israël enfonce le dernier clou du cercueil de Bethléem

Dans un [communiqué diffusé lundi 7 septembre](#), Mgr Michel Dubost détaille les derniers développements de l'affaire des annexions israéliennes dans la vallée agricole de Crémisan. Président du Conseil pour les relations interreligieuses, membre de la Coordination pour la Terre Sainte qui regroupe 13 évêques de divers pays, Monseigneur Dubost accuse franchement : « Aujourd'hui, l'armée a entrepris de construire un mur pour relier deux colonies. En aucun cas il ne s'agit de sécurité, il existe déjà un mur entre Bethléem et Jérusalem. Cette construction amènera à l'annexion par Israël de près de 500 hectares de terres palestiniennes ! »

Un processus inexorable d'expropriation des terres encore aux mains des chrétiens

Un [récent rapport](#) décrit cette opération comme « le dernier clou sur le cercueil de Bethléem ». Et Mgr Dubost, interrogé par Aleteia, confirme que cette annexion participe à un vaste processus de dépossession des terres des paysans chrétiens palestiniens. La Cour suprême israélienne s'était d'abord opposée à l'édification du mur par l'armée israélienne.

Depuis, Tsahal a obtenu gain de cause et les Palestiniens qui fêtaient il y a peu leur victoire au plan judiciaire assistent aujourd'hui impuissants au déracinement des oliviers centenaires qui constituaient leur gagne-pain. « Ils avaient pourtant la conviction que l'accord entre le Vatican et l'État palestinien, datant du 26 mai 2015, avait changé la donne pour les autorités israéliennes ».

L'opinion publique comme seul levier

Le recours juridique ayant échoué, l'armée a le champ libre et peut appliquer son droit. Au nom de la sécurité d'Israël, celle-ci a érigé plus de 85% des murs de séparation en territoire palestinien, grignotant du terrain progressivement. Les forces armées ont pour habitude de lancer les constructions le plus rapidement possible afin de mettre tout le monde devant le fait accompli. Face à cette stratégie, le seul recours reste d'alerter l'opinion publique.

« Le besoin de sécurité d'Israël est légitime »

Mgr Dubost, cependant, refuse la simplification. Il rappelle que les Israéliens ont de bonnes raisons de vouloir assurer leur sécurité par eux-mêmes. « Chaque fois, dans l'Histoire, que les Juifs ont délégué leur sécurité, ils ont été trahis », assure-t-il.

Dans son communiqué, il désamorce toute accusation d'antisionisme à son égard : « Nous sommes de ceux qui se réjouissent que le peuple juif retrouve la Terre de la Promesse ! Nous sommes de ceux qui exigent que, sur cette terre, ils puissent bénéficier de la paix et la sécurité ! »

L'évêque d'Évry distingue plusieurs tendances au sein de la société israélienne. « Certes, il existe une partie des Israéliens qui voudrait qu'Israël ne soit peuplé que de citoyens juifs, mais une autre partie souhaite la paix à tout prix », tempère-t-il. Même au sein des colonies illégales, il faut faire une distinction entre les colons qui s'y installent par idéologie et ceux qui y sont poussés par la misère, attirés par les subventions de l'État israélien rappelle l'évêque d'Évry .

SYLVAIN DORIENT - Aleteia